

COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE GESTION UFR DES SCIENCES

Mardi 25 juin 2019

Université de Picardie Jules Verne

UFR des Sciences

33 rue Saint Leu

80039 Amiens cedex 1

cecile.poiret@u-picardie.fr

Tél : 03 22 82 75 20

Le Conseil de Gestion de l'UFR des Sciences s'est réuni le mardi 25 juin 2019 à 14h00 sous la présidence de Françoise GILLET, Directrice de l'UFR des Sciences, en présence de :

Monsieur Antony BEAUJEAN
Madame Laure BRISOUX
Monsieur Stéphane CHARVET
Monsieur Alain COURNIER
Madame Catherine DOLHEM-LIEVRE
Madame Muriel DUHAUPAS
Madame Françoise FOURNET
Madame Claude GUERY
Madame Annie GUILLER
Monsieur Humberto HENAO
Madame Elise JANVRESSE
Madame Djemaa KACHI
Monsieur Samuel KAUFFMANN
Monsieur Jean-Philippe MORIN
Monsieur Laurent RENAULT
Madame Isabelle WALLET

Avaient donné procuration :

Madame Anna CANTALUPPI à Madame Françoise FOURNET
Monsieur David CHATAUR à Madame Elise JANVRESSE
Monsieur Mathieu COURTY à Madame Isabelle WALLET
Monsieur Jean-Luc GUERIN à Madame Laure BRISOUX
Monsieur Sylvain LACLEF à Madame Muriel DUHAUPAS

Assistaient également à la réunion :

Monsieur Frédéric COLLET
Madame Isabelle DHENNIN
Madame Nathalie LEMEE
Madame Cécile POIRET
Monsieur Samuel PETITE
Monsieur Abdelhamid RABHI
Madame Elodie WITEK

Excusés :

Monsieur Ludovic LEGRY
Madame Florence RODINGER

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation des CR du 12/03 et 23/04
2. « Finances UPJV » point présenté par le Président et le Vice-Président du CA en charge des moyens
3. Election : référent pédagogique handicap
4. Election : personnalité extérieure
5. Conventions :
 - Malaisie – A. Rabhi
 - Algérie – E. Gontier
 - Mexique – C. Pégard
6. Retours sur les groupes de travail : Hygiène, Sécurité et Accessibilité – Communication – Formation
7. Fiches compétences
8. Point information
9. Questions diverses

La Directrice ouvre la séance en annonçant le retrait du point 4 - Election : personnalité extérieure à l'ordre du jour, n'ayant plus de candidature à présenter.

Un point à l'ordre du jour est ajouté concernant des modifications de maquette et M3C.

La Directrice fait ensuite appel aux questions diverses :

* Monsieur MORIN constate que les résultats de la session de rattrapage planifiée six mois après la première session sont mauvais. Il demande s'il est prévu de revenir à un calendrier prévoyant une session de rattrapage anticipée.

* Madame BRISOUX demande des précisions sur le poste LRU demandé par l'UFR des Sciences.

1. Approbation des CR du 12/03 et 23/04

Le procès-verbal du 12 mars 2019 n'appelant aucune remarque, est soumis aux voix.

Ne prend pas part au vote :	1
Abstention :	1
Contre :	0
Pour :	19

Le procès-verbal du 12 mars 2019 est adopté à la majorité des membres présents ou représentés.

Le procès-verbal du 23 avril 2019 n'appelant aucune remarque, est soumis aux voix.

Ne prend pas part au vote :	1
Abstention :	0
Contre :	0
Pour :	20

Le procès-verbal du 23 avril 2019 est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

2. « Finances UPJV »

Madame GILLET laisse la parole au Président de l'UPJV et au Vice-Président du CA en charge des moyens.

Monsieur NIOT présente les comptes financiers 2018 certifiés conformes sans réserve par le Commissaire aux comptes le 25 février 2019 et validés en mars 2019 par le Service InterAcadémique du SUPérieur du Rectorat en lien avec la Direction Régionale des Finances Publiques.

Les comptes financiers font apparaître une progression des recettes et des dépenses, avec une progression plus importante des recettes (différentiel positif de 400 000 euros).

L'évolution des comptes financiers 2018 est due à :

- une augmentation de la subvention du Ministère ;
- une augmentation de subventions européennes pour les unités de recherche ;
- une augmentation des contrats et des prestations de recherche ;

- une baisse de la récupération de la TVA recherche ;
- une baisse de la formation continue compensée par une augmentation de l'apprentissage ;
- une baisse des subventions régionales.

Les dépenses s'élèvent à 191,5 millions d'euros. 82% de ces dépenses correspondent à la masse salariale, 11% au fonctionnement et le reste à l'investissement.

L'augmentation par rapport à 2017 est due à :

- la masse salariale ; notamment le Glissement Vieillesse Technicité. Il est compensé par l'Etat en 2018, mais ne le sera plus l'année prochaine.
- aux dépenses de fluides suite à l'ouverture du site Citadelle ;
- à la contribution du Fond d'Insertion pour les Personnels en Situation de Handicap dans la Fonction Publique. Le ratio réglementaire est de 6%, il est de 3% à l'UPJV. Les années précédentes, l'UPJV bénéficiait d'une exonération de 2/3. Ce n'est plus le cas en 2018.

Deux ratios sont en amélioration :

- Diminution du ratio masse salariale sur les produits encaissables (recettes) : 84,2%. En 2017 il était à 85,7%.
- Augmentation des ressources propres sur les produits encaissables : 12,9%. En 2017, il était de 12,5%. L'UPJV dépend à 87% de l'Etat.

Le résultat est en augmentation sur 2018, soit 1% du budget initial. L'intérêt d'un résultat positif est de dégager une capacité d'autofinancement pour l'investissement.

Le fond de roulement a également permis des dépenses en investissement. L'Etat préconise 30 jours de fond de roulement et l'UPJV atteint 61 jours. Il est donc prévu sur plusieurs années un financement de l'investissement en partie par le biais du fond de roulement.

Monsieur NIOT rappelle que la Région ne finance plus le FSI depuis 2019. L'UPJV prendra donc en charge ce financement 2019 à hauteur de 80% du versement de la Région.

A l'UFR des Sciences comme à l'IUT d'Amiens, les bâtiments sont anciens et énergivores. C'est pourquoi dans le prochain CPER 2020/2025 sur le volet transition énergétique, la priorité sera donnée aux sites Sciences, IUT et à la salle de sport STAPS pour une rénovation énergétique.

Madame DHENNIN demande si la prise en charge du FSI par l'UPJV perdurera.

Monsieur NIOT répond que la prise en charge de l'université sera pérennisée sur le fonds de roulement ou la capacité d'autofinancement, approximativement sur le même montant que 2019.

Monsieur BENLAHSEN présente un bilan de la stratégie de l'équipe de direction UPJV depuis sa dernière intervention en CG l'année passée.

Deux constats ont été faits en début de mandat :

- un organigramme de l'UPJV qui datait de 1997 et n'était plus adapté.
- une contrainte de diminution des dépenses en fonctionnement afin de financer la masse salariale pour équilibrer les comptes.

L'équipe actuelle a essayé de modifier cette manière d'aborder les comptes, d'être au plus près de la gestion financière, et de prioriser les dépenses.

A ces constats, s'ajoute la parution de nouvelles lois telles que Parcoursup, DUT en 3 ans, réforme PACES.

En parallèle, un autre dossier a été engagé : l'alliance UPJV-ULCO-Artois se concrétise. Cette alliance porte sur 97% du territoire en Hauts-de-France et propose une stratégie par projet. Elle n'est pas exclusive car l'UPJV souhaite monter des projets avec d'autres universités.

Concernant la future coordination régionale, l'UPJV s'oriente vers une association sans chef de file travaillant par projet. L'actuelle association Picardie Universités n'existera plus. Les doctorants d'ULCO-Artois s'inscriront à l'école doctorale de l'UPJV.

Concernant l'apprentissage, Monsieur BENLAHSEN précise que les suivis d'apprentis ne pourront plus être déclarés sur service, afin de ne pas perdre le financement. D'autre part, l'équipe de direction travaille actuellement sur les accords financiers avec l'organisme collecteur, qui ne sera plus organisme exclusif.

La politique de l'équipe de direction sur la recherche a permis l'augmentation évoquée par Monsieur NIOT précédemment, notamment par le soutien de l'équipe de direction de tous les masters recherche ainsi que le soutien des laboratoires en ajoutant de l'ingénierie et des moyens pour le montage de projet.

L'UPJV est dans les 19 sur 74 universités qui ont obtenues des projets PIA validés deux années successives.

Le nombre de bourses dans les écoles doctorales est en augmentation.

L'affichage de la recherche de l'UPJV est très important, et a permis entre autre de signer une convention avec le Ministère sur les sciences humaines et sociales avec une dotation importante et de monter un projet sur une chaire d'excellence, sur de l'accueil et la mobilité d'enseignants chercheurs.

Sur la stratégie à l'international, Monsieur BENLASHEN précise que cela ne concerne pas uniquement la formation. Une feuille de route est en cours de réflexion, notamment pour les campus délocalisés à l'international. Cette stratégie est inclusive aux autres universités de France.

Monsieur BENLAHSEN évoque les projets d'avenir :

- Deux structures fédératives de recherche en création : « le robot au service de la chirurgie et de la précision » et ICONES.
- 3 pôles sur les thèmes suivants :
 - o les risques environnementaux ;
 - o l'autonomie dans l'apprentissage – université numérique ;
 - o la Maison de l'ingénieur basée sur la notion de compétence portée par Gilles DEQUEN.

Madame GILLET rappelle que lors de l'accréditation en termes de soutenabilité pédagogique, 100% du potentiel enseignant a été affecté à la formation initiale. Ce qui laisse peu de marge pour développer les ressources propres (RP), soit la formation continue et l'apprentissage. Or selon les chiffres présentés par Monsieur NIOT, l'UPJV est beaucoup trop dépendante du Ministère. D'autre part, les heures complémentaires impactent l'activité recherche. Serait-il donc possible d'utiliser la manne financière RP pour de la masse salariale ?

Monsieur BENLAHSEN répond que la réflexion est en cours dans ce sens, avec le souhait que cela soit centralisé au niveau de la composante afin de garder une équité entre les formations qui génèrent de la ressource propre et celles qui n'en ont pas. Un arbitrage central au niveau établissement doit être fait.

Madame GILLET précise qu'il existe un potentiel important de développement de la FC au

sein de l'UFR.

Monsieur BENLAHSEN ajoute qu'une réflexion solide doit être menée pour conjuguer l'aspect recherche des enseignants chercheurs et l'aspect formation de qualité.

Monsieur SEME demande si des redéploiements de poste sont envisagés prochainement.

Monsieur BENLAHSEN répond que la possibilité de redéploiement dépend de l'objectif. Un redéploiement peut se faire sur des projets de recherche. Cela nécessite un débat transparent entre les collègues en fonction des circonstances, en trouvant un équilibre entre la recherche et la formation. Un climat de confiance est nécessaire entre les collègues.

Madame GUERY évoque les moyens pour développer la formation. Le métier d'enseignant se transforme : il prend notamment en charge des missions administratives, de communication, etc. L'engagement des enseignants dans la formation devrait être reconnu.

Monsieur BENLAHSEN répond qu'à l'UPJV, la stratégie est de laisser au CNU les dossiers capables de décrocher une promotion par le biais de la recherche, pour valoriser en interne les dossiers centrés sur des responsabilités pédagogiques. Les questions relatives aux postes doivent être concertées et transparentes. Pour les promotions, cela se construit sur les notions d'investissement administratif et pédagogique.

Monsieur NIOT précise que la classe exceptionnelle MCF permet de valoriser les enseignants très investis sur la pédagogie et l'administratif.

Madame GILLET demande des informations sur les réformes de l'ESPE et de la PACES.

Monsieur BENLAHSEN répond que l'UPJV pour les Hauts-de-France et la Normandie portent le projet ESPE du futur. Le dossier sera déposé en juillet.

D'autre part, la réforme prévoit des points pour lesquels les Présidents des universités sont en désaccord tels que : la nomination du directeur par le Ministre, la prise en charge par les universités de l'encadrement des stagiaires, et l'articulation UFR/ESPE. Les discussions sont en cours.

Concernant la réforme de la PACES, les médecins souhaitent élargir leur portail en proposant des mineures au sein des autres UFR. Une réunion est prévue prochainement avec le Ministère à laquelle des directeurs de composantes seront invités.

3. Election : référent pédagogique handicap

Madame GILLET présente les candidatures aux missions de référent pédagogique handicap de l'UFR des Sciences : Monsieur METTOUT et Monsieur GONTIER. Elle les invite à présenter leurs motivations.

Monsieur METTOUT souhaite se présenter en binôme avec Monsieur AYMARD. Il reprend la fiche de poste proposée par l'UPV et note qu'il manque des notions telles que le droit à la compensation, la vie sociale, le plan d'accompagnement personnalisé (PAP), la fiche de liaison lycée/enseignement supérieur, les aménagements de cursus, la prise en charge de leur stage et activités sportives et culturelles, les cours de soutien et le tutorat, la formation de binôme étudiants.

Un point lui paraît très important car central pour la réussite de ces étudiants : le suivi personnalisé.

Les statistiques nationales font apparaître un taux d'échec de 30% de plus en licence chez les étudiants handicapés par rapport aux autres étudiants.

Afin de baisser ce taux, il propose de suivre les étudiants individuellement au quotidien. Pour cela, sa première action serait de mobiliser une quinzaine d'enseignants volontaires et motivés qui auraient pour rôle d'accompagner individuellement les étudiants pour les rassurer, de résoudre les problèmes au quotidien, évaluer au jour le jour les difficultés pédagogiques des étudiants et repérer très rapidement ceux qui ont des problèmes, les aider de façon pédagogique et faire le lien avec les équipes pédagogiques.

Il faut expliquer aux enseignants la nécessité de ce travail et demander aux tuteurs de participer aux délibérations de jury.

Madame GUILLER demande pourquoi ne pas solliciter les étudiants pour le tutorat.

Monsieur METTOUT répond que les étudiants n'auraient peut-être pas la maturité suffisante pour régler des questions assez difficiles. Mais les deux peuvent être possibles.

Madame DHENNIN explique que le suivi de l'étudiant passe par le PAP.

Monsieur METTOUT répond que le PAP se pratique dans le secondaire mais pas dans le supérieur.

Monsieur GONTIER étant en déplacement présente ses motivations par le biais d'une vidéo. En tant qu'enseignant, Monsieur GONTIER s'investit en licence et master ainsi que dans l'unité transverse depuis plusieurs années. Ce qui l'a amené à être sensibilisé sur les difficultés que rencontrent les étudiants en situation de handicap. Dans sa démarche de référent handicap, il souhaite faciliter les échanges et la communication et aider les étudiants en situation de handicap dans leur parcours au sein de l'UFR.

Le conseil de gestion procède ensuite à un vote à bulletin secret.

Candidature de Monsieur Bruno METTOUT :	7
Candidature de Monsieur Eric GONTIER :	11
Blancs :	3

La candidature de Monsieur Eric GONTIER aux missions de Référent pédagogique Handicap de l'UFR des Sciences est adoptée à la majorité des membres présents ou représentés.

5. Conventions de partenariat

Monsieur RABHI présente un premier projet de coopération établi avec l'Université SAINS en Malaisie, suite à une visite d'un enseignant malaisien l'année passée portant sur un travail en collaboration avec le département EEA et le laboratoire MIS sur la thématique du contrôle automatique et sur la robotique. Des collaborations sont également possibles avec d'autres départements ou laboratoires.

Monsieur RABHI présente ensuite un second projet de coopération établi avec l'Instituto Tecnológico Superior de Mianztlá au Mexique. Ce projet est porté par Monsieur PEGARD en relation avec Monsieur LARA, enseignant chercheur à l'ITSM. Un échange d'étudiants a eu lieu l'année passée. Depuis cet enseignant a changé d'université, c'est pourquoi la convention doit être modifiée.

Monsieur GONTIER présente le projet de coopération établi avec l'Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou en Algérie. Une rencontre est prévue prochainement avec le Pr Farida FERNAN de cette université. De plus une étudiante inscrite en année de thèse en

Algérie doit s'inscrire en cotutelle pour sa deuxième année. Pour la mise en place de cette collaboration, un accord cadre est nécessaire.

Madame GILLET soumet ces projets de coopération au vote.

Ne prend pas part au vote :	0
Abstention :	0
Contre :	0
Pour :	21

Les projets de coopération établis avec l'Université SAINS en Malaisie, l'ITSM au Mexique et l'Université MMTO en Algérie sont adoptés à l'unanimité des membres présents ou représentés.

6. Retours sur les groupes de travail : Hygiène, Sécurité et Accessibilité – Communication – Formation

Madame GILLET rappelle que des groupes de travail émanant du Conseil de gestion se réunissent régulièrement chaque année, et propose de faire un point sur l'avancée de ces groupes. Elle invite Elodie WITEK, assistante prévention laboratoire LG2A, membre du CHSCT, et animatrice du GT à présenter le bilan du groupe Hygiène, Sécurité et Accessibilité.

a. Hygiène, Sécurité et Accessibilité

Madame WITEK présente les points abordés en 2018/2019.

- Document unique (évaluation des risques professionnels)

La mise en place de ce document a été programmée en plusieurs phases :

1^{ère} phase :

- Cartographie des assistants de prévention ;
- Journée d'information des assistants de prévention (73 à l'UPJV, 23 au pôle Saint Leu).

2^{ème} phase :

- Mise en place du document unique avec l'accompagnement du service HSE dans les unités qui comportent le plus de risques, dont le pôle Saint Leu.
Tous les documents uniques du pôle Saint Leu devraient être rédigés pour fin décembre 2019.

- Conditions de travail des agents d'entretien

Le matériel et les équipements de protection utilisés par les agents d'entretien ne sont pas toujours bien adaptés aux situations de travail et le personnel d'entretien ne fait pas remonter ces difficultés.

Les mesures à prendre sont la valorisation du travail des agents, l'amélioration des conditions de travail, donner la possibilité aux agents d'entretien de faire remonter au groupe de travail les difficultés rencontrées et leurs observations concernant la sécurité des bâtiments.

Trois agents d'entretien se sont proposés pour travailler avec le GT. Les observations seront présentées lors de la prochaine réunion du GT.

Un autre constat concernant les conditions de travail agents d'entretien : les chefs de service des différentes unités (départements ou laboratoires) méconnaissent les fiches de poste des agents d'entretien.

Une communication sur les missions du poste de travail des agents d'entretien pourrait être faite aux chefs de services afin de savoir ce qui peut être demandé à l'agent.

Certains produits d'entretien pourraient présenter un risque chimique lié à l'utilisation quotidienne de ces produits par les agents. La proposition du GT est d'étudier les fiches de données de sécurité de ces produits et de proposer des solutions de remplacement par des produits moins dangereux. Ce travail sera mené avec les trois référents du service de coordination. Une restitution sera faite lors du prochain GT.

Madame BRISOUX demande si les fiches de poste existent et sont-elles mises à jour ?

La question sera posée au responsable de la Coordination du pôle.

- Hottes et sorbonnes

Celles-ci sont soumises à vérification périodique annuelle obligatoire. Or beaucoup de sorbonnes de l'UFR n'ont jamais fait l'objet de vérification périodique. Les assistants de prévention et l'ensemble du personnel manipulant des produits chimiques ou biologiques sont en attente d'un retour des points de vérification restant en suspens. Ils ont besoin d'être rassurés quant à l'efficacité des équipements collectifs utilisés et demandent à ce que toutes les sorbonnes et hottes de l'UFR soient vérifiées.

Un inventaire a été élaboré en 2015 par l'UPJV : 488 équipements recensés sur l'ensemble de l'université. Un cahier des charges pour le contrôle périodique annuel et la maintenance des EPC ainsi qu'une estimation du budget spécifique annuel pour cette prestation ont été établis. Un appel d'offre a été mis en place pour un contrôle de ces équipements avant fin 2019.

Lors des GT, il a été signalé :

- des problèmes de conformité de sorbonnes pour le laboratoire BIOPI ;
- vérification à réaliser pour toutes les sorbonnes des Poulies ;
- bâtiment B sous-équipé en sorbonnes, et contrôles non réalisés. Quelques sorbonnes ont été mises en conformité, mais avec vice de forme dans le dossier ;
- demande d'un accompagnement par le service HSE pour l'élaboration du dossier de demande de mise en place de sorbonnes supplémentaires.

- Bilan accessibilité et aménagements étudiants en situation de handicap

Le GT proposait de faciliter l'accès aux bâtiments B et C où se situent les salles de TD et TP pour les personnes à mobilité réduite par la mise en place d'une rampe d'accès. Ces travaux sont programmés sur le budget 2019.

Le témoignage d'une étudiante indique que le parcours mené pour atteindre les différentes salles de cours et de TP sur un espace de 36000 m² est difficile pour des personnes à mobilité réduite, avec pour certains bâtiments aucun accès pour un fauteuil roulant.

L'aménagement d'une salle informatique au rez-de-chaussée est en cours et sera opérationnelle début septembre. Ce qui permettra la mise à disposition d'une salle supplémentaire accessible à tous pour les étudiants de Licence. Une autre sera affectée aux étudiants de master informatique.

Monsieur SEME précise que la salle informatique dédiée aux étudiants de master se situera au bâtiment CURI avec accès par ascenseur. Un autre aménagement est en cours : la D03 actuellement en libre-service, deviendra une salle TP, et la D010 sera en libre-service. Trois salles TP seront ainsi disponibles au rez-de-chaussée.

Madame GILLET rappelle que Monsieur POIRIE, DGA du pôle P2I prévoit un schéma directeur immobilier pour rénover les bâtiments du pôle Saint Leu.

- Commission de sécurité

La commission de sécurité tenue en octobre 2017 a émis un avis défavorable à l'accueil de public en 2018 pour les bâtiments de A à I. Toutes les non-conformités ont été levées, dont le Système de Sécurité Incendie (SSI) remplacé pour un budget de 300 000 € et le remplacement prévu du SSI des Minimes en 2019. L'avis favorable a été obtenu en janvier 2019.

- Entretien des bâtiments : nettoyage et mécanismes des fenêtres.

Les fenêtres de certains bâtiments n'ont jamais été nettoyées. Un marché a été mis en place pour des nettoyages ponctuels au sein de l'UPJV. Une priorité est donnée aux bâtiments les plus sales. Pour faire la demande de nettoyage d'un bâtiment, il faut envoyer un mail à sos-travaux@u-picardie.fr.

Un bâtiment a déjà été nettoyé au sein de l'UFR : le bâtiment des salles de TP EEA.

- Sécurisation par badge du bâtiment des Minimes

Un financement est prévu par le Ministère pour sécuriser les accès aux laboratoires de recherche. La mise en place d'accès par badge au bâtiment des Minimes est planifiée en juin 2019.

- Infiltrations d'eau aux Minimes : dégradations importantes au niveau des escaliers extérieurs (LPMC et LPCM). Les travaux sont programmés.

- Création d'un local gaz pour le LPMC : une étude technique a été réalisée par un bureau d'études et de service prévention. Ce BE est en liquidation judiciaire. Les travaux sont reportés.

b. Communication

Madame GILLET invite Claude GUERY, co-animatrice du GT à présenter le bilan du groupe Communication.

Madame GUERY rappelle que les conférences flash se déroulent les mardis midi incluant des conférences scientifiques et des conférences métiers. Elles sont ouvertes à tous, et plus particulièrement aux L2 dans le cadre de l'UE Transversale. Le planning des conférences scientifiques de l'année prochaine est bouclé avec chaque département représenté. Les conférences scientifiques sont publiées sur la WebTV de l'UPJV.

Le GT Communication s'est également réuni pour organiser la remise des diplômes, le salon du lycéen à l'étudiant et la conception de l'ensemble des supports de communication.

c. Formations

Madame GILLET invite Stéphane CHARVET, animateur du GT à présenter le bilan du groupe Formation.

Monsieur CHARVET précise que les conclusions des GT Formations ont toujours fait l'objet d'un point à l'ordre du jour des CG, devant être votés pour une transmission au services centraux et à la CFVU.

En novembre 2018, le GT s'est réuni pour la configuration de Parcoursup, avec une nouveauté cette année : l'inscription administrative en ligne des néo-bacheliers dès la procédure Parcoursup.

En mars 2019, le GT s'est réuni pour travailler sur une proposition de calendrier des licences 2019/2020, faire le bilan des examens de S1, informer sur les premiers retours du projet LCEr, et travailler sur les blocs de compétences suite à la réforme licence.

Début avril, le GT a travaillé sur les M3C, validé les bornes d'inscription pédagogique, finalisé le calendrier licence pour les L3 stage long, finalisé Parcoursup et mis en place le soutien intersession.

Le prochain GT se tiendra le 2 juillet et aura pour objet la mise en place du dispositif d'accompagnement des étudiants pour la rentrée prochaine.

Madame BRISOUX fait remarquer que les calendriers de surveillance des examens ont été envoyés tardivement cette année.

Monsieur CHARVET répond que l'année prochaine, le planning pourra être repris sur l'existant 18/19 ce qui permettra un gain de temps. De plus une réflexion est en cours avec la DISIP pour inciter les étudiants à s'inscrire en ligne aux examens de rattrapages. Un bilan sera fait une fois l'année terminée pour revoir les calendriers de 2020/2021.

7. Fiches compétences

Monsieur CHARVET présente le fichier envoyé aux responsables de formation ; un fichier comprenant les UE des formations pour lesquelles des compétences fixées dans la fiche RNCP sont à sélectionner. Ces fiches compétences devront être votées lors d'un prochain conseil de gestion.

8. Point information

* Madame GILLET présente les prochains événements de l'UFR :

- Assemblée générale de l'UFR : jeudi 29 août 2019 à 10 heures,
- Rentrée des S1 : mercredi 4 septembre 2019,
- Journée d'accueil des étudiants (JAE) : jeudi 19 septembre 2019,
- Salon de l'étudiant : du 16 au 18 janvier 2020,
- Forum des masters STS : jeudi 16 janvier 2020.

Une chaîne d'inscription au sein de l'UFR ouvrira le 2 septembre 2019 et concernera les étudiants internationaux de toutes les composantes d'Amiens.

* L'équipe de direction de l'UFR a accueilli une délégation de l'UCAD, Université de Dakar. Des échanges ont eu lieu avec les départements. Geneviève PREVOST et Mohammed GUEDDA, référents « international » de l'UFR, formalisent cette collaboration par le biais d'un avenant à la convention cadre UCAD/UPV, comprenant des échanges d'étudiants masters, des cotutelles et des mobilités d'enseignants chercheurs et BIATSS.

* Appel à projet Jobs étudiants Haut-de-France :

L'équipe de direction de l'UFR a proposé 8 actions à hauteur de 2000 heures. L'arbitrage UPJV a retenu l'action 'promotion de formation' à hauteur de 240 heures, soit 3600 euros. Les actions d'accompagnement tels que l'accueil des S1, devraient être financées par la loi ORE. Et le tutorat sera financé par le dispositif PRREL.

9. Questions diverses

* Monsieur MORIN fait remarquer que les résultats aux examens de la session de rattrapage sont mauvais. La position dans le calendrier de la session de rattrapage six mois après la première session des semestres impairs dessert les étudiants. Il demande s'il est possible de revenir à un calendrier décent.

Madame GILLET confirme les résultats catastrophiques de cette session de rattrapage. Le bilan de l'année en cours n'a pas pu se faire avant le vote du calendrier 2019/2020. L'année prochaine sera donc sur le même rythme. Des modifications pourront être proposées pour le calendrier 2020/2021.

* Madame BRISOUX demande des précisions sur le poste LRU demandé par l'UFR des Sciences sans vote du conseil de gestion.

Madame GILLET précise que l'équipe de direction a été informée tardivement de la possibilité de faire appel à des postes LRU. Il s'agit d'un support d'enseignant contractuel devant faire 250 UC. L'enseignant peut également participer à une action de recherche. Ayant énormément d'heures complémentaires en SVT, l'UFR en a fait la demande pour la première fois cette année, demande refusée par la Présidence.

Madame BRISOUX précise que ce sont des postes précaires.

10. Additif : Modification maquette Licence 3 eMIAGE

Monsieur CHARVET présente les modifications apportées à la maquette de la Licence 3 eMIAGE. Les changements portent sur la refonte de deux cours modifiant la maquette.

Monsieur SEME précise que les intitulés et les contenus ont évolué mais sans impact sur la charge pédagogique.

Madame GILLET soumet ce point au vote.

Ne prend pas part au vote :	0
Abstention :	0
Contre :	0
Pour :	21

La modification de maquette de la Licence 3 eMIAGE est adoptée à l'unanimité des membres présents ou représentés.

11. Additif : Modification M3C Master Chimie

Monsieur CHARVET présente la modification apportée aux M3C du master Chimie : la suppression d'une note éliminatoire à 7.

Madame GUERY précise que cette demande arrive tardivement car les jurys n'avaient pas encore eu lieu lors du conseil de gestion précédent.

Madame GILLET soumet ce point au vote.

Ne prend pas part au vote :	0
Abstention :	0
Contre :	0
Pour :	21

La modification des M3C du master Chimie est adoptée à l'unanimité des membres présents ou représentés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.